

In this Issue

I. ACTIVITES 2

1. Conférence des Secrétaires Généraux de Gouvernements, organisée à Antananarivo (Madagascar) du 26 au 28 Octobre 2006. 2

2. Conférence sur l'Amélioration de la Gestion des Ressources Humaines, organisée conjointement avec l'Institut d'Administration Publique de Mzumbe University à Arusha (Tanzanie). 2

3. Conférence Panafricaine des Présidents des Cours des Comptes sur l'amélioration des systèmes de contrôle et de gestion des finances publiques, organisée à Tanger (Maroc) du 16 au 18 Avril 2007. 3

4. Séminaire sur l'intégration de la femme dans le E-gouvernement: placer la femme au cœur de l'administration numérique, Tanger (Maroc), 21-23 Mai 2007. 4

5. Forum sur la Modernisation de l'Administration Publique et de la Gouvernance, Tanger (Maroc), 18 au 19 Juin 2007 : « Quelles réformes pour quel développement en Afrique ? » 4

II. Recherches et études **Erreur ! Signet non défini.**

1. Préparation de la cartographie sur la gouvernance en Afrique. 6

2. Elaboration d'un guide sur l'enseignement de e-gouvernance locale 6

3. Mise à jour de l'étude sur l'état de la gouvernance au Maroc. 6

4. Etude sur l'utilisation des Technologies de l'Information et de Communication (TIC) dans l'amélioration de la gestion des services locaux (LOGIN-Africa) 6

5. Préparation du Plan d'Action Stratégique du CAFRAD pour les années 2007/2017 6

6. Elaboration de l'étude sur le transfert du siège du CAFRAD de Tanger à Rabat 7

III. Informations et publications

1. Projet CAFRAD/ACBF sur le renforcement des capacités institutionnelles du CAFRAD 7

IV. Participation du CAFRAD aux activités organisées par les institutions partenaires 7

1. Conférence Annuelle de l'Association Internationale des Ecoles et Instituts d'Administration Publique sur le thème : « Comment attirer et retenir les meilleurs dans le service public » Warsaw (Pologne), du 5 au 8 Juillet 2006. 7

2. Séminaire Technique sur la Bonne Gouvernance en Afrique (AGR), Addis-Abeba (Ethiopie), 18 – 25 Novembre 2006. 7

V. Troisième Conférence Régionale Arabe sur "Etat de la Recherche sur la Gestion des Ressources Limitées de l'Eau et la Session Spéciale de GEWAMED sur l'Intégration de la Femme dans la Gestion des Ressources de l'Eau: Contrôle et Evaluation". Le Caire (Egypte), 9 - 14 Décembre 2006. 8

1. Réunion Régionale préparatoire sur le Forum Mondial portant sur la Réinvention du Gouvernement, tenue à Addis-Abeba (Ethiopie), du 10 – 13 Décembre 2006. 8

2. Réunion Consultative sur la création de l'Institut Africain de la Gouvernance (IAG), organisée à Dakar (Sénégal) du 15 au 16 janvier 2007. 8

3. Second Séminaire Régional de GEWAMED sur l'Intégration des femmes dans la Gestion de l'Eau pour une Sécurité Alimentaire dans la Région Méditerranéenne, comprenant l'Afrique du Nord, Larnaka (Chypre), 11 – 15 Mars 2007. 8

4. Première et Deuxième Réunion du Comité de Pilotage de l'AGF VII sur le "Renforcement des Etats Capables", 23 – 27 Janvier 2007, Addis-Abeba (Ethiopie) et 9 – 20 Avril 2007, New York (USA). 8

5. Conseil d'Administration de l'OFPA, Ouagadougou (Burkina Faso), 17 – 18 Mai 2007 8

6. Réunion des groupes thématiques de l'IAG, Dakar (Sénégal), 1-2 Juin 2007. 9

I. ACTIVITES

1. Conférence des Secrétaires Généraux de Gouvernements, organisée à Antananarivo (Madagascar) du 26 au 28 Octobre 2006.

Organisée en collaboration avec le gouvernement de Madagascar, à travers le Secrétariat Général du Gouvernement et le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales, l'objectif de la conférence était d'échanger les expériences sur l'organisation et le fonctionnement des Secrétariats Généraux de Gouvernements en Afrique et examiner les méthodes et les approches innovantes pour améliorer la gestion des services des Secrétariats Généraux de Gouvernement notamment dans l'exploration des voies et moyens d'améliorer le travail des gouvernements par l'utilisation des TICs. Les participants sont venus des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Comores, Guinée, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Ile Maurice, Mozambique, Namibie, Sénégal, Sierra Leone, Afrique du Sud, Tchad, Zimbabwe. Parmi les organisations internationales, le PNUD Madagascar. A la fin de la conférence, les participants ont adopté les recommandations suivantes :

1. il est indispensable que le Secrétariat Général du Gouvernement bénéficie de toutes les conditions de stabilité au service de **tout** le gouvernement ;
2. il est nécessaire que le Secrétaire Général du Gouvernement soit un homme impartial, un cadre compétent, ayant de l'expérience, un sens du service de l'Etat, un engagement, capacité de leadership avec obligation de réserve et comprenant la politique du Gouvernement;
3. il faut l'aspect technique prédomine sur les raisons politiques dans le travail du Secrétariat Général du Gouvernement ;
4. il faut donner au Secrétaire Général du Gouvernement une place importante tant au plan de la hiérarchie qu'en matière de pouvoir de décision pour le rendre plus efficace;
5. développer l'expertise et la structure organisationnelle au niveau des ministères pour faire face à l'insuffisance des ressources humaines tant en qualité qu'en quantité ;
6. constituer une base de données d'informations centrales par l'utilisation des TIC pour pallier au problème de

disponibilités et de fluidité des informations ;

7. veiller à l'harmonisation et/ou l'uniformisation des systèmes informatiques à mettre en place en vue d'une meilleure coordination des actions gouvernementale.
8. mettre en route les modalités de création de l'association des Secrétaires Généraux de Gouvernement avec le CAFRAD comme partenaire privilégié, conformément à la proposition de Tanger;
9. inviter le CAFRAD et ses partenaires à poursuivre ses activités de formation pour le personnel du Secrétariat Général, à apporter son expertise en matière de TICs et de systèmes intégrés de gestion des ressources humaines et financières pour certains pays qui accusaient un retard dans le domaine ;
10. inviter le CAFRAD à mettre en ligne pour les Secrétaires Généraux de Gouvernements, un forum de discussions pour poursuivre les échanges actions.

Pour plus d'informations, contacter [Dr. Simon Mamosi](mailto:Dr.SimonMamosi) LELOslelo@cafrad.org / cafrad@cafrad.org

2. Conférence sur l'Amélioration de la Gestion des Ressources Humaines, organisée conjointement avec l'Institut d'Administration Publique de Mzumbe University à Arusha (Tanzanie).

Organisée du 26 au 28 Février 2007 au Centre International de Conférence d'Arusha, la conférence avait pour but d'examiner les nouvelles approches de gestion des ressources humaines du secteur public, notamment la gestion basée sur les résultats, la mesure de la performance, le système de mérite, l'utilisation des TIC.

Les pays suivants ont pris part à cette Conférence qui a rassemblé 75 participants : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Egypte, Gabon, Gambie, Guinée Equatoriale, Kenya, Libéria, Madagascar, Niger, Ouganda, Tanzanie, Togo, et l'UNESCO comme organisation internationale.

Dans leurs recommandations, les participants ont souhaité que :

- L'utilisation des TICs dans les administrations africaines doit être généralisée et améliorée ;
- Le gouvernement assure la promotion de l'utilisation des TICs et en facilite l'usage ;
- Tout soit mis en œuvre pour promouvoir les TICs dans le milieu rural ;
- Les TICs soient intégrées dans l'éducation en général et l'éducation populaire en particulier ;
- Les programmes d'électrification rurales pour permettre aux citoyens d'accéder à l'informatique soient poursuivis ;
- Les cadres supérieurs introduisent les TICs dans les politiques publiques pour améliorer la gouvernance ;
- Les TICs soient utilisées pour la formation prenne une place importante des populations ;
- Les planificateurs intègrent les TICs dans les évaluations, le suivi, l'adoption des stratégies de développement.

Pour plus d'informations,

Contactez :

cafrad@cafrad.org

Institute of Public Administration

Mzumbe University

E-mail: ipa@mzumbe.ac.tz

Website: <http://www.mzumbe.ac.tz>

3. Conférence Panafricaine des Présidents des Cours des Comptes sur l'amélioration des systèmes de contrôle et de gestion des finances publiques, organisée à Tanger (Maroc) du 16 au 18 Avril 2007.

Première initiative du CAFRAD en direction des Présidents des Cours des Comptes et des institutions de contrôle des finances publiques, la rencontre permettait d'examiner les problèmes, les défis et les opportunités dans le contrôle des finances publiques en Afrique ; l'utilisation des méthodes d'audit basée sur la performance et les résultats ; le système intégré de gestion et de contrôle des finances publiques ; le rôle des

Cours des Comptes dans la lutte contre la corruption et l'impunité ; l'apport des Cours des Comptes dans l'amélioration de la gestion des finances publiques et dans le développement économique.

La conférence a enregistré 65 participants, venus des pays et institutions suivants : Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Gambie, Kenya, Lesotho, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Namibie, Niger, Ouganda, Sao Tome et Principe, Sénégal, Seychelles, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie, et la France, ainsi que les représentants des institutions suivantes : BAD, PNUD, UEMOA.

Dans le cadre de la conférence panafricaine des Présidents des Cours des Comptes qui s'est tenue, à l'initiative du CAFRAD, à l'Hôtel Mövenpick du 16 au 18 avril 2007, les participants à cette conférence ont procédé à un échange sur les thèmes ci-après :

- La démocratisation comme stimulus au développement économique et social en Afrique ;
- La place et le rôle des institutions de contrôle des finances publiques dans la bonne gestion de l'économie et des finances ;
- La perception et l'appui du PNUD au Contrôle des Ressources Publiques ;
- La contribution du Groupe de la Banque Africaine de Développement ;
- Le leadership dans le fonctionnement et le management des Cours des Comptes ;
- L'intégrité, l'éthique et le professionnalisme dans l'accomplissement des missions des Cours des Comptes ;
- L'utilisation des Technologies de l'Information et de Communication (TIC) dans le contrôle des finances publiques et dans la gestion des Cours des Comptes ;
- L'application, le suivi et l'impact des travaux des Cours des Comptes ;
- Les Cours des Comptes : Un modèle adapté aux défis de la Gouvernance.

A l'issue des travaux, les participants ont apprécié la qualité des communications des différents intervenants et reconnaissent unanimement que :

- La démocratie constitue le cadre idéal de la bonne gouvernance et du développement humain ;

- Les ISC contribuent, à travers l'accomplissement de leurs missions à la bonne gestion de l'économie et des finances publiques ;
- Le développement des Instituts Supérieurs des Comptes (ISC) nécessite l'introduction des innovations institutionnelles, technologiques etc... ;
- Le management des ISC concourt activement à la crédibilité et l'efficacité de leurs institutions ;
- Le code de déontologie constitue un gage de qualité pour l'accomplissement des missions ;
- L'utilisation des TIC améliore les conditions de travail des auditeurs ;
- Les différents modèles de contrôle dans les ISC des pays africains peuvent relever le défi de la gouvernance à travers un contrôle axé de plus en plus sur le contrôle de la performance ;
- Les bailleurs de fonds doivent contribuer au renforcement des capacités des ISC par divers appuis d'une part, et privilégier le recours à l'expertise des ISC pour l'audit conventionnel des projets qu'ils financent, d'autre part.
- Les conférenciers saluent l'initiative prise par le CAFRAD pour l'organisation de cette conférence et souhaitent que ce type de rencontre se pérennise en concertation avec les organisations internationales et régionales de contrôle des finances publiques.

Les participants remercient le Royaume du Maroc d'avoir facilité l'organisation de cette conférence.

Pour plus d'informations, contacter :
cafrad@cafrad.org

4. Séminaire sur l'intégration de la femme dans le E-gouvernement: placer la femme au cœur de l'administration numérique, Tanger (Maroc), 21-23 Mai 2007.

Le séminaire a regroupé les femmes et les hommes venus d'Afrique et d'ailleurs pour examiner la situation actuelle de l'implication de la femme dans les politiques et les décisions relatives à l'utilisation des TIC dans la gestion des services publics et dans la gouvernance des affaires publiques. Les participants ont considéré divers mécanismes à mettre en place pour que, dans tous les pays et dans toutes les

administrations, la femme soit associée, non seulement aux opérations techniques de l'informatique et de l'Internet mais également et surtout, à la formulation des politiques sur le E-gouvernement, aux choix des équipements et des infrastructures, à la formation et à la recherche.

Les pays et organismes suivants ont pris part à cette conférence : ANGOLA, BENIN, CAMEROUN, COTE D'IVOIRE, EGYPT, GABON , MALAWI, NIGERIA, S U D A N, GEWAMED, PNUD / UNDP, PNUD / UNDP, WORLD BANK INSTITUTE.

A la fin de la conférence, la réunion a souhaité que :

- CAFRAD et ses partenaires tels que le UNDP, World Bank Institute, the Mediterranean Agronomic Institute of Bari (Italie), explorent toutes les possibilités et stratégies pour développer et faire circuler le dictionnaire des expressions relatives aux TOCs;
- CAFRAD et ses partenaires tels que le UNDP, World Bank Institute, the Mediterranean doit s'appropriier les lignes directrices du Genre pour établir les données statistiques y relatives en ce qui concerne le développement des TICs dans les pays africains ;
- CAFRAD en collaboration avec un partenaire éventuel, assiste les pays africains pour conduire les études statistiques;
- CAFRAD doit déployer les efforts pour organiser des stages et séminaires sur l'implication du genre dans le développement des TICs au niveau des hommes politiques et de la population, sous forme des actions pour renverser la situation de marginalisation des femmes en Afrique en particulier dans le milieu rural ;
- CAFRAD, à travers ses relations et comme partenaire des gouvernements africains, doit servir de facilitateur des échanges de bonnes pratiques dans le développement du genre et sa mise en œuvre à travers les pays africains.

Pour plus d'informations, contacter :

Mrs Lizette MICHAEL
lizette@cafrad.org
[/cafrad@cafrad.org](http://cafrad@cafrad.org)

5. Forum sur la Modernisation de

**l'Administration Publique
et de la Gouvernance,
Tanger (Maroc), 18 au 19
Juin 2007 : « Quelles
réformes pour quel
développement en
Afrique ? »**

Initié à la 43^{ème} session du conseil d'administration du CAFRAD, Le forum a examiné la situation actuelle des programmes de réformes de l'administration et des institutions de l'Etat et a cherché divers mécanismes à mettre en œuvre pour intégrer ou incorporer les programmes de réformes dans les plans et programmes nationaux de développement économique et social. Il s'agissait d'examiner comment les réformes à mener peuvent elles servir de moteur et de catalyseur du développement en Afrique. Le Forum a regroupé les délégués venus de nombreux pays membres et non-membres du CAFRAD, comprenant des Ministères de la Fonction Publique, de la Réforme Administrative et du Développement Economique.

Les pays et organisations suivants ont pris part aux travaux du Forum : Algeria, Angola, Benin, Burkina Faso, Cameroun, Cape Verde, Côte d'Ivoire, Egypte, Gabon, Ghana, Guinea, Liberia, Libya, Mali, Mauritania, Morocco, Mozambique, Zimbabwe, Namibia, Niger, Nigeria, Sao Tome & Principe, South Africa, Sudan, Tunisia, ACBF, BID, CEA, ISESCO, IISA, FAO.

Dans leurs recommandations, les participants ont souhaité que le CAFRAD, accompagné de ses partenaires, poursuive les séminaires, les conférences et la recherche dans les sujets essentiels sans lesquelles le contexte actuel de l'administration publique et la gouvernance ne peuvent évoluer véritablement.

Ils ont, en outre, souhaité que les résultats de ces assises permettent d'échanger et de vulgariser les bonnes pratiques, les échecs et les réussites.

Enfin, les participants recommandent que :

- Les gouvernements africains déploient toutes les mesures nécessaires à la mise en place des modalités constitutionnelles basées sur le consensus qui augmentent la légitimité et les possibilités institutionnelles de l'état pour mener à bien les réformes;

- Les gouvernements africains doivent poursuivre les programmes de réforme administratives destinés à relever les défis du développement socio-économiques dont les facteurs sont la pauvreté, l'insuffisances des infrastructures, les inégalités homme/femme, les niveaux insuffisants d'investissement;
- Les gouvernements africains doivent s'assurer que des réformes sont conçues et mises en application par des décideurs impliqués dans l'innovation, la restructuration et la modernisation du secteur public, y compris des sphères de la planification et du développement socio-économiques ;
- Les gouvernements africains doivent avoir conscience de la place des ressources humaines dans des implications humaines et les conséquences des licenciements dans le secteur public, l'importance de maintenir un équilibre sensible entre l'impératif de réduire le coût de contrôler le secteur public d'une part, et la nécessité développer des capacités humaines et institutionnelles nécessaires du secteur public de l'autre, dans le contexte de la réalisation des besoins du grand public ;
- Les gouvernements africains doivent développer l'innovation, les modalités et les stratégies novatrices de développement de capacité de GRH qui peuvent mener à la livraison plus efficace des services aux citoyens du continent;
- Les gouvernements africains doivent explorer les voies et moyens de motiver les employés de secteur public, malgré leur salaire insatisfaisant et leurs réclamations légitimes sur les conditions de travail;
- Les gouvernements africains et les partenaires éventuels doivent explorer les voies et moyens de s'assurer que la conduite des réformes dans le secteur public est entendue comme la mobilisation des efforts concertés et coordonnés du gouvernement à travers ses ministères compétents;
- Les appels du forum aux gouvernements africains en faveur de programmes de réformes administratives et des visions de développement s'assurant finalement que de telles initiatives de réforme sont les composantes intégrales plans de développement stratégiques nationaux.

Pour plus d'informations, contacter :

[Dr. Njunga Michael MULIKITA](mailto:mulikita@cafrad.org)
mulikita@cafrad.org;
cafrad@cafrad.org

II. RECHERCHES ET ETUDES

1. Préparation de la cartographie sur la gouvernance en Afrique.

Il s'agissait d'élaborer une étude présentant la situation générale de la gouvernance en Afrique, à travers l'élaboration des bases de données sur les experts, les institutions et les projets sur la gouvernance institutionnelle, administrative, économique, sociale, mondiale, locale, etc. Les bases de données ainsi constituées et présentées sous forme de cartographie, sont placées sur internet et accessibles en ligne. Le projet avait été confié au CAFRAD par l'IAG/PNUD, dans le cadre de la création de l'Institut Africain de la Gouvernance. Le CAFRAD avait souscrit à l'appel d'offres lancé par le PNUD.

2. Elaboration d'un guide sur l'enseignement de e-gouvernance locale

Commandée par l'UNESCO, l'étude consistait à examiner l'état de l'enseignement de e-gouvernance dans les établissements d'enseignement supérieur (particulièrement les Ecoles Nationales d'Administration) au niveau de l'Afrique et d'ailleurs, analyser les meilleures pratiques et élaborer un guide servant à assister les responsables des Ecoles Nationales d'Administration Publique (ENA) dans l'introduction de ces cours dans les programmes d'études de leurs établissements respectifs. L'étude a été menée dans le cadre du programme de l'UNESCO sur le renforcement des capacités des collectivités locales en matière de e-gouvernance.

3. Mise à jour de l'étude sur l'état de la gouvernance au Maroc.

La Commission Economique pour l'Afrique (CEA-Addis-Abeba) a contracté le CAFRAD pour faire un suivi de l'étude sur les progrès accomplis par le Maroc en matière de gouvernance, depuis la soumission des derniers résultats de l'étude menée en 2003.

En collaboration avec l'Observatoire Marocain de l'Administration Publique (OMAP), l'étude

consistait à analyser divers supports et sources d'information, interroger de nombreuses personnes, et observer sur le terrain, pour tirer les conclusions. Les résultats feront partie du rapport général que la CEA présentera à Ouagadougou (Burkina Faso) en Octobre 2007 sur l'état de l'avancement de la gouvernance en Afrique.

4. Etude sur l'utilisation des Technologies de l'Information et de Communication (TIC) dans l'amélioration de la gestion des services locaux (LOGIN-Africa)

Nous sommes dans la deuxième année du projet LOGIN-Africa, financé par le Centre de Recherche et de Développement International (CRDI) Canada. Durant cette année, les chercheurs impliqués dans le projet ont finalisé les instruments de recherche, entamé la collecte des données sur le terrain et produit des rapports partiels de recherche. En outre, trois séminaires ont été organisés ; à Tanger (Maroc), Entebbe (Ouganda) et Port-Louis (Iles Maurice) pour étudier ensemble les instruments et les méthodologies de recherche, analyser les résultats et les méthodes de présentation des rapports financiers et techniques.

La recherche permettra de connaître l'impact des TIC dans le développement au niveau local et contribuera à formuler les politiques appropriées des TIC dans le développement local.

D'autres études ont également été menées pour étudier comment les TIC sont utilisés au sein des Secrétariats Généraux de Gouvernements et des Cours des Comptes. Ces études ont permis de bien cibler la préparation des séminaires organisés à l'intention des responsables de ces services.

5. Préparation du Plan d'Action Stratégique du CAFRAD pour les années 2007/2017

Ce plan d'action a été préparé en conformité avec la Nouvelle Stratégie de Redynamisation du CAFRAD, adoptée par la 43ème Session du Conseil d'Administration, tenue à Tanger le 30 Juin 2005. Il présente les objectifs opérationnels du Centre durant la période

considérée, les domaines principaux de concentration et les activités prioritaires à mener, les moyens requis, les résultats attendus et les impacts au niveau du CAFRAD et des pays africains bénéficiaires.

Ce document servira de guide à l'élaboration des programmes annuels de travail et permettra également d'évaluer la performance du Centre. Ce plan d'action, étalé sur dix ans permettra également au Centre de solliciter l'assistance des partenaires et nouer des contacts solides et soutenus.

6. Elaboration de l'étude sur le transfert du siège du CAFRAD de Tanger à Rabat

Conformément à la décision de la 44^{ème} Session du Conseil d'Administration du CAFRAD, une étude a été menée pour analyser les conséquences ou les implications du transfert du CAFRAD de Tanger à Rabat, du point de vue humain, social, économique et légal. Le rapport de l'étude présente les problèmes qui se posent, les propositions de solutions, les coûts estimatifs du transfert et la répartition des responsabilités financières entre les parties concernées.

III. INFORMATIONS ET PUBLICATIONS

Le CAFRAD a continué à alimenter la base de données UNPAN et à mettre à jour ses bases de données des Experts et des institutions. En outre, le site web a été revu et mis à jour. Le journal du CAFRAD (Cahiers Africains d'Administration Publique) a été publié, y compris le document intitulé « Rapport sur l'Administration Publique en Afrique, vol. I et II ».

1. Projet CAFRAD/ACBF sur le renforcement des capacités institutionnelles du CAFRAD

Le projet vient de démarrer par le recrutement de deux Experts, d'un Assistant de Recherche (Bibliothécaire/Documentaliste) et par l'acquisition d'équipements informatiques. Deux réunions du Comité de Pilotage du projet ont été organisées, la première en juin 2006 et la seconde en juin 2007. Durant ces deux rencontres, les membres se sont penchés sur les

termes de référence du projet, la sélection des candidats aux postes annoncés, l'examen du programme de travail des Experts et la vision d'ensemble des activités à mener dans le cadre du projet.

Le projet consiste à aider le CAFRAD à accomplir avec efficacité ses programmes de travail, au profit des Etats Africains et de renforcer les capacités d'expertise actuelles au Centre.

IV. PARTICIPATIONS DU CAFRAD AUX ACTIVITES ORGANISEES PAR LES INSTITUTIONS PARTENAIRES

1. Conférence Annuelle de l'Association Internationale des Ecoles et Instituts d'Administration Publique sur le thème : « Comment attirer et retenir les meilleurs dans le service public » Warsaw (Pologne), du 5 au 8 Juillet 2006.

Organisée par l'IISA (Bruxelles), la conférence a rassemblé des académiciens et des praticiens de haut niveau ainsi que des Directeurs d'Ecoles et Instituts d'Administration Publique du monde entier pour discuter des effets de la fuite des cerveaux sur la performance du secteur public et proposer les voies et moyens de retenir les fonctionnaires.

2. Séminaire Technique sur la Bonne Gouvernance en Afrique (AGR), Addis-Abeba (Ethiopie), 18 – 25 Novembre 2006.

Le séminaire était organisé par la CEA pour examiner les résultats de la première phase du projet de Gouvernance en Afrique dans lequel 28 pays ont été étudiés, parmi eux le Maroc dont la recherche sur le terrain a été conduite sous les auspices du CAFRAD. 27 Rapports sur la gouvernance ont été produits. Le succès de la première phase du projet a inspiré la CEA pour entreprendre une seconde phase et pour faire le suivi. Il s'agit d'un exercice d'évaluation et de mise à jour des résultats du

premier rapport sur la Gouvernance en Afrique.

V. Troisième Conférence Régionale Arabe sur “Etat de la Recherche sur la Gestion des Ressources Limitées de l’Eau et la Session Spéciale de GEWAMED sur l’Intégration de la Femme dans la Gestion des Ressources de l’Eau: Contrôle et Evaluation”. Le Caire (Egypte), 9 - 14 Décembre 2006.

L’objectif de la rencontre était de chercher les nouvelles technologies en vue d’une utilisation optimum des ressources limitées de l’eau, et sortir avec les avancées technologies appropriées pour une réutilisation des eaux usées pour les régions arides et désertes pour faire face aux besoins humains et aux défis de l’écosystème.

1. Réunion Régionale préparatoire sur le Forum Mondial portant sur la Réinvention du Gouvernement, tenue à Addis-Abeba (Ethiopie), du 10 – 13 Décembre 2006.

La réunion, organisée par UNDESA consistait à préparer la participation des pays Africains aux travaux du Forum Mondial sur la Réinvention de la Gouvernance, prévue à Vienne (Autriche) fin Juin 2007. Il était question, au cours de cette rencontre, d’examiner les moyens de faire renaître la confiance des populations envers les gouvernements et préparer une déclaration au nom du continent Africain.

2. Réunion Consultative sur la création de l’Institut Africain de la Gouvernance (IAG), organisée à Dakar (Sénégal) du 15 au 16 janvier 2007.

Le PNUD a invité quelques institutions africaines pour examiner les progrès accomplis dans la mise en place le l’IAG et les conseiller sur les activités que cette nouvelle institution

devrait mener, en partenariat avec celles qui existent.

3. Second Séminaire Régional de GEWAMED sur l’Intégration des femmes dans la Gestion de l’Eau pour une Sécurité Alimentaire dans la Région Méditerranéenne, comprenant l’Afrique du Nord, Larnaka (Chypre), 11 – 15 Mars 2007.

La réunion visait l’amélioration de la coopération, du dialogue et du savoir entre les partenaires et les organisations étrangères intéressées dans le domaine de la sécurité alimentaire et leur lien aux questions de la femme et de l’eau.

4. Première et Deuxième Réunion du Comité de Pilotage de l’AGF VII sur le “Renforcement des Etats Capables”, 23 – 27 Janvier 2007, Addis-Abeba (Ethiopie) et 9 – 20 Avril 2007, New York (USA).

Organisées sous les auspices du PNUD (New York) les deux réunions ont analysé les documents préparés par les consultants et examiné l’état d’avancement des préparatifs du Forum AGF VII qui sera organisé au Burkina Faso au cours cette année.

5. Conseil d’Administration de l’OFPA, Ouagadougou (Burkina Faso), 17 – 18 Mai 2007

La réunion a consisté à examiner les rapports scientifiques et financiers de l’Observatoire des Fonctions Publiques Africaines (OFPA), donner le point de vue sur le programme de travail pour les années à venir, faire des proposition pour résoudre les problèmes financiers de l’organisation et procéder à l’élection du Secrétaire Permanent.

Le CAFRAD a pris part au séminaire sur la fonction publique et la gouvernance organisé en marge du Conseil d’Administration. Les

participants ont débattu sur 2 thèmes : i) la Bonne Gouvernance, où en sommes-nous dans nos fonctions publiques ; ii) le rôle de l'Observatoire des Fonctions Publiques Africaines (OFPA).

Pour plus d'informations, consulter le site de l'OFPA :

Email : ofpaofpa@yahoo.fr

Web site : <http://www.ofpa.net>

6. Réunion des groupes thématiques de l'IAG, Dakar (Sénégal), 1-2 Juin 2007.

Les institutions africaines œuvrant dans les domaines de la gouvernance et en rapport avec les champs d'intervention de l'Institut Africain de la Gouvernance (IAG) ont été invitées pour examiner les différents thèmes (ou champs d'intervention) sur lesquels l'IAG voudrait se concentrer et échanger les points de vue sur la manière de collaborer et de mener ces actions conjointement.

VI. VISITES

- Visite de Dr WLLI Mohammed Ahmed, ancien Directeur Général du CAFRAD.
- Visite de Dr Souman Sako, Secrétaire exécutif de l'ACBF, Prof Ladipo ADAMOLEKUN et de Prof Ahmed Mohiddin, personnes ressources au Forum sur la Modernisation du Secteur Public.

VII. DIVERS

1. Arrivée de nouveaux experts

Grâce à un financement de l'ACBF (voir numéros précédents), le CAFRAD a recruté 2 experts qui ont pris leur service le 1^{er} avril 2007. Il s'agit des [Dr. Njunga Michael MULIKITA](#) (Zambia), Expert in Reform, Innovation and Modernization of Governmental Institutions, e-mail: mulikita@cafrad.org et de [DR. RAPHAEL K. ARINAITWE, Ph.D](#) (Uganda), Expert in Leadership, Governance and Public Policy, e-mail: rapharinaitwe@cafrad.org.

L'équipe du Web News Letters leur souhaite bon séjour au Centre.

2. Formation du personnel

L'expert informaticien et la responsable du personnel ont bénéficié d'un stage de formation en Egypte début du 5 au 12 mai 2007.

Le financement de la formation a été assuré par l'ACBF.

3. Tanger Expo 2012

Le CAFRAD a été invité au lancement de la campagne de soutien à la candidature de Tanger à l'Exposition Universelle de 2012, une opération lancée en mai 2007 et présidée par le Wali de la Wilaya de Tanger Assilah. Par la voix de son Directeur général, le Cafrad soutient la candidature de Tanger à l'Expo 2012.

*"CAFRAD Web News Letter" is published by the
African Training and Research Centre in Administration for Development
Department of Information Management
Chief Editor: Zoubir Soussi Takati
Technical Coordinator: zue ndoutoumou sylvestre
For more information contact CAFRAD at
P.O. Box 310, Tangier 90001 - Morocco
Tel. + (212) (61) 30 62 69 - Fax + (212) (39) 32 57 85
E-mail: cafrad@cafrad.org*